

F. 98 — 1479

[S - C - 98/29194]

26 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission créée par l'article 4^{quater} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 18 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements notamment les articles 3, 4, 4^{bis}, 4^{ter} et 4^{quater}, modifiés en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 30 août 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 1997;

Vu le protocole du 18 décembre 1997 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que la Directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988, relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans et complétée par la Directive du Conseil des Communautés européennes du 18 juin 1992, à sorti ses effets le 5 janvier 1991;

Considérant que la Commission des titres visée à l'article 4^{quater} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 susvisé doit dès lors être installée dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 26 janvier 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. La Commission des titres, créée par l'article 4^{quater} de l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, y introduit par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996, est composée comme suit :

— un président: le directeur général de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique;

— un président suppléant: le directeur général adjoint du service général de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique,

— les membres effectifs et membres suppléants suivants :

1° un agent et son suppléant, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique et nommés à titre définitif;

2° deux agents et leurs suppléants, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement de la Communauté française et nommés à titre définitif;

3° deux agents et leurs suppléants, titulaires d'un grade classé à l'un des rangs 10 à 12 de la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné et nommés à titre définitif;

4° un membre et son suppléant choisis par le Gouvernement parmi les inspecteurs de l'enseignement secondaire du degré inférieur, nommés à titre définitif;

5° un membre et son suppléant choisis par le Gouvernement parmi les inspecteurs de l'enseignement secondaire du degré supérieur et de l'enseignement supérieur non universitaire, nommés à titre définitif;

6° un membre et son suppléant par organisation syndicale siégeant au Comité de secteur IX; ceux-ci sont choisis par le Gouvernement sur proposition de leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés à titre définitif.

Art. 2. Le président, le président suppléant, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Art. 3. La Commission des titres précitée donne son avis au Gouvernement, en ce qui concerne l'application de l'article 3, alinéas 3 et 4 et des articles 4^{bis} et 4^{ter} de l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1969 visé à l'article 1^{er}, pour chacune des demandes qui lui sont soumises conformément aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté.

La Commission des titres est tenue de donner son avis dans les quatre mois qui suivent la date de la réception de la demande.

Art. 4. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

Art. 5. La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, nommés à titre définitif et titulaires du grade d'attaché.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

Art. 6. La Commission peut solliciter l'avis d'experts.

Art. 7. § 1^{er}. Toute personne qui sollicite l'avis de la Commission doit introduire sa demande, par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission des titres susvisée - Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique - Cité administrative de l'Etat à 1010 Bruxelles.

§ 2. La demande doit comporter tous les éléments susceptibles de permettre à la Commission d'émettre un avis en toute connaissance de cause ainsi que toutes les pièces permettant de contrôler ces éléments.

Art. 8. Toute personne qui introduit une demande d'avis auprès de la Commission peut être entendue par celle-ci, si elle en exprime le souhait.

Art. 9. Le mandat des présidents et des membres est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours et de séjour.

Art. 10. Les experts visés à l'article 6 dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 janvier 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 98 — 1479

[S - C - 98/29194]

26 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie opgericht bij artikel 4^{quater} van het besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 4 juli 1994;

Gelet op het besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 4^{bis}, 4^{ter} en 4^{quater}, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 30 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 november 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 1997;

Gelet op het protocol van 18 december 1997 bevattende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in het Sectorcomité IX;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, lid 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Richtlijn van 21 december 1988 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende een algemene regeling inzake erkenning van diploma's voor hoger onderwijs die een beroepsvorming van ten minste drie jaar bekrachtigen en aangevuld met de Richtlijn van 18 juni 1992 van de Raad van de Europese Gemeenschap, uitwerking heeft gehad op 5 januari 1991;

Overwegende dat de Commissie voor bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 4^{quater} van het bovenvermeld besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap bijgevolg zo snel mogelijk ingesteld moet worden;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie en van de Minister van Hoger Onderwijs- en Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 januari 1997,

Besluit :

Artikel 1. De Commissie voor bekwaamheidsbewijzen, opgericht bij artikel 4^{quater} van het besluit van 22 april 1969 van de Executieve betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, dat er bij het besluit van 30 augustus 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap werd ingevoegd, is als volgt samengesteld:

— een voorzitter : de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek;

— een plaatsvervangend voorzitter : de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;

— de volgende werkende en plaatsvervangende leden :

1° een ambtenaar en zijn plaatsvervanger, bekleed met een graad gerangschikt in een van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek en in vast verband benoemd;

2° twee ambtenaren en hun plaatsvervangers, bekleed met een graad gerangschikt in een van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap en in vast verband benoemd;

3° twee ambtenaren en hun plaatsvervangers, bekleed met een graad gerangschikt in een van de rangen 10 tot 12 van de algemene directie gesubsidieerd onderwijspersoneel en in vast verband benoemd;

4° een lid en zijn plaatsvervanger gekozen door de Regering onder de inspecteurs van het secundair onderwijs van de lagere graad en in vast verband benoemd;

5° een lid en zijn plaatsvervanger gekozen door de Regering onder de inspecteurs van het secundair onderwijs van de hogere graad en van het niet-universitair hoger onderwijs en in vast verband benoemd;

6° een lid en zijn plaatsvervanger per vakbond die in het Comité van de sector IX zetelt; deze zijn door de Regering gekozen op de voordracht van hun respectievelijke vakbond onder de personeelsleden die in vast verband benoemd zijn.

Art. 2. De voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter, de werkende en de plaatsvervangende leden zijn door de Regering voor vier jaar gekozen en deze termijn is hernieuwbaar.

Art. 3. De voornoemde Commissie voor bekwaamheidsbewijzen geeft haar advies te kennen aan de Regering wat de toepassing betreft van artikel 3, leden 3 en 4 en van de artikelen 4^{bis} en 4^{ter} van het in artikel 1 bedoelde besluit van 22 april 1969 van de Executieve voor elke aanvraag die haar wordt voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van dit besluit.

De Commissie voor bekwaamheidsbewijzen is ertoe gehouden haar advies uit te brengen binnen de vier maanden die volgen op de datum waarop de aanvraag werd ontvangen.

Art. 4. De Commissie beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De adviezen worden gegeven bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Ieder werkend lid dat verhinderd is een vergadering bij te wonen verwittigt de voorzitter en verzoekt zijn plaatsvervanger te zetelen.

Art. 5. De Commissie wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die in vast verband benoemd zijn en bekleed met de graad van attaché.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Art. 6. De Commissie kan het advies van deskundigen vragen.

Art. 7. § 1. Iedereen die om het advies van de Commissie verzoekt, moet zijn aanvraag bij aangetekende brief indienen ter attentie van de voorzitter van de bovenvermelde Commissie voor bekwaamheidsbewijzen - Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek - Algemene Directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek Rijksadministratief Centrum te 1010 Brussel.

§ 2. Bij de aanvraag moeten alle gegevens gevoegd zijn die de Commissie in de mogelijkheid stellen een advies met kennis van zaken uit te brengen alsook alle documenten die toelaten deze gegevens te controleren.

Art. 8. Iedereen die een aanvraag om advies bij de Commissie indient, kan door deze Commissie gehoord worden indien hij het wenst.

Art. 9. Het mandaat van de voorzitters en de leden is gratis. Zij hebben recht op de reglementaire vergoedingen voor reis- en verblijfskosten.

Art. 10. De in artikel 6 bedoelde deskundigen wier administratieve standplaats niet in Brussel is gelegen, hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfskosten.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie en de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L.ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1480

[C - 98/27334]

28 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant création d'un comité intermédiaire de concertation pour les services du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10, modifié par la loi du 19 juillet 1983, et l'article 11, modifié par les lois des 19 juillet 1983 et 6 juillet 1989;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, alinéa 2, 39, alinéa 2, et 42, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant création d'un comité intermédiaire de concertation pour les services du Gouvernement wallon;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation de la Région wallonne, donné le 24 avril 1998;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant création d'un comité intermédiaire de concertation pour les services du Gouvernement wallon est remplacé par la disposition suivante :

« Le ressort de ce comité correspond aux ressorts des comités de concertation de base visés aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant création des comités de concertation de base pour ses services ».

Art. 2. L'article 6, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le suppléant du secrétaire général concerné au sein du comité de concertation de base n° 1 assure, s'il échet, la présidence du comité intermédiaire de concertation pour les services du Gouvernement wallon ».

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1480

[C - 98/27334]

28. MAI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung eines Zwischenkonzertierungsausschusses für die Dienststellen der Wallonischen Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 83, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, insbesondere des Artikels 10, abgeändert durch das Gesetz vom 19. Juli 1983 und des Artikels 11, abgeändert durch die Gesetze vom 19. Juli 1983 und vom 6. Juli 1989;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, insbesondere der Artikel 34, Absatz 2; 39, Absatz 2, und 42, § 1, Absatz 2;